

SOIXANTHUITARDS : TROP TARD ?

Heurs et malheurs de l'alternative économique.

Il y a vingt ans éclatait le plus grand mouvement social du XXe siècle français: 9 millions de grévistes, les étudiants occupaient leur facs. Celles et ceux qui dès ce moment posèrent la question d'un débouché politique institutionnel caressèrent l'idée de porter au pouvoir un homme qui incarnait à la fois la rigueur et l'imagination économique: Pierre Mendès-France. Et ce fut avec lui l'immense meeting du stade Charléty. Et oui ! Au coeur du "Tout est possible", on pensait quand même: "... mais il faut faire les choses sérieusement"...

Pour le vingtième anniversaire de Mai 68, les soixanthuitards s'offrent un amer cadeau: les présidentielles de 88. La grande majorité a depuis longtemps mis ses espérances dans François Mitterrand, qui alors les traitait de "zozos", et quelques années plus tard, lors de la répression contre les comités de soldats, allait "refuser un Charlely militaire". Une petite minorité est restée fidèle à celui qui était alors le Secrétaire Général du P.S.U., figure assurément représentative de l'esprit de Charléty, mais qui depuis s'est rallié à la gestion à peine humaniste de l'ordre existant. Reste la minorité, plus petite encore, qui se cherche une force politique pour promouvoir le projet de "vivre et travailler autrement". Las ! Encore deux candidats se partagent leurs espoirs. Pierre Juquin, qui, en 68, au nom du PCF, bataillait sur le front idéologique contre les soixanthuitards, a subitement révélé une fraternité d'esprit avec ses anciens adversaires qu'un psychanalyste perspicace aurait sans doute pu soupçonner. Mais, son programme économique (le SMIC à 6 000 F, les 35 heures pour tous sans réduction de salaire, l'amélioration de la formation professionnelle) ne représente qu'une version actualisée et à peine radicalisée des conquêtes syndicales de l'accord de Grenelle qui en juin 68 cloturait le mouvement dans les larmes et les récriminations. Quant au dernier, le Vert Antoine Waechter, il a simplement relégué les questions économiques et sociales dans les annexes de son programme.

De cet échec apparemment irrémédiable, on n'aura pas de peine à dénoncer les causes externes: la Crise, et le Programme commun de la gauche PC-PS. Reste à comprendre qu'un immense mouvement qui contestait un modèle de développement ("la société de consommation, Métro-Boulot-Dodo") se soit révélé incapable de tirer parti de la crise de ce même modèle, puis se soit majoritairement reconnu dans des forces largement étrangères, voire franchement hostiles, à l'esprit de Mai. En fait, cet esprit de Mai était lui-même composite. On y trouvait:

1 - Une composante purement revendicative: OK pour le modèle de développement, mais on veut travailler moins et gagner plus. Cette tendance sera assez satisfaite des acquis de 68-73.

2 - Une composante purement moderniste: OK pour le modèle de développement, mais allons jusqu'au bout: tout le pouvoir aux compétents, toute liberté aux entrepreneurs. Cette tendance arrivera aux affaires dans les années 80.

3 - Une composante radicale: <<changer la vie>>.

Cette dernière tendance représente certainement le noyau dur de l'esprit de Mai. Mais au début elle était indiscernable des deux premières. Le miracle économique français des années 60 avait mal redistribué ses fruits aux travailleurs (à la suite du plan de stabilisation Debré-Giscard de 62). Et le Général de Gaulle avait modernisé la France tout en s'appuyant sur une idéologie, des moeurs bien proches de celles de la France rurale d'avant-guerre. "Changer la vie" : ça pouvait légitimement dire: hausse du SMIC + réduction du temps de travail + développement des oeuvres sociales et des droits syndicaux + ... Grenelle en mieux, quoi.

Grenelle en mieux: dès 1972, les partis de Gauche inscrivent ce projet à leur Programme Commun. Et dès 1973, l'ouverture de la crise du modèle de développement fordiste rend ce projet impraticable. Dès lors, ou il faut avancer un projet économique-social alternatif, ou il faut se résoudre à la remise en cause du compromis de Grenelle, à la restructuration telle que la projettent les forces patronales. Nécessité d'un choix que dénieront les

partis et les syndicats de gauche, presque jusqu'en 1983. Notables exceptions: les rocardiens au PS et quelques dirigeants de la CFDT, qui affirment dès 1975 la nécessité de la première branche de l'alternative, avant de se rallier, pour la plupart d'entre eux, à la seconde.

Et les soixantehuitards ? De 68 à 73, ils développent leur influence dans le monde du travail et dans l'intelligentsia socio-économique, mais non sans un certain double jeu. On n'aime pas le capitalisme, mais le fait qu'il ne marche pas mal prouve qu'on pourrait faire tellement mieux ! Au "fordisme renforcé" des partis de gauche et de la CGT, ils opposent un "fordisme réformé": meilleure répartition des gains de productivité, et redistribution des pouvoirs. Pour les uns, dans un style très "ouvriériste" («Vie chère, vie d'esclave, assez ! »), pour les autres, plus sophistiqué («Le socialisme, c'est l'informatique plus l'autogestion»). Or, cette acceptation fondamentale du productivisme, superposée au désir affirmé de changer les rapports sociaux, est lourde d'ambiguïtés, que la crise fait éclater. Dès cette époque, les composantes anti-productivistes et anti-ouvriéristes du mouvement, le féminisme, l'écologie politique, rompent avec les "groupuscules" marxistes. Sans plus attendre le "Grand Soir", les plus décidés à "vivre et travailler autrement" se lancent dans les premières expériences alternatives (surtout rurales). Ce schisme va devenir un gouffre avec la crise.

La dialectique perverse est simple. Plus le modèle fordiste (avec le taylorisme, la croissance du pouvoir d'achat, l'Etat-Providence) se détraque, plus semblent superficiellement converger les critiques patronales et radicales des compromis anciens, plus la critique radicale paraît suspecte de modernisme aux yeux d'une extrême gauche qui tend à se crispier sur la défense revendicative des acquis, et plus les radicaux se défient de l'extrême gauche revendicative et se trouvent des alliés chez les modernistes. Ceux qui restent coïncés entre les deux, tel le cédétiste Michel Roland qui prône un "nouveau modèle de développement" sans renoncer à la défense des plus exploités, se retrouvent isolés. Quelques exemples.

Le Travail. «C'est possible, on fabrique, on vend, on se paie» disaient les

Lip en 1973. «Les chômeurs feraient mieux de créer leur entreprise que de vivre aux crochets de la Société» dira R. Barre quelques années plus tard. L'idée de coopératives avec contre-plan des travailleurs et nouvelles formes d'organisation du travail, éventuellement subventionnées à hauteur du chômage qu'elles suppriment, en devient aussitôt suspect aux yeux des "vrais révolutionnaires". Les cercles de qualités, hommage du vice taylorien à la vertu imaginative des travailleurs, sont rejetés sans examen: la production, c'est l'affaire de patrons !

La hiérarchie. «C'est comme les étagères: plus c'est haut et moins ça sert», clamait-on en coeur au début des années 70. Il est vrai qu'il s'agissait alors de répartir des augmentations, non en pourcentage, mais uniformément: «500 Francs de plus pmour tous». Mais quand les analyses économétriques montrent que d'une part la réduction du temps de travail est bien la mesure la plus efficace contre le chômage, outre qu'elle est la condition pour "vivre mieux", mais que d'autre part elle ne crée des emplois que si les entreprises conservent leur compétitivité et leur capacité à créer des postes de travail, il faut alors se poser la question en terme de non-compensation intégrale de salaire correspondant aux heures perdues. Va-t-on exiger la compensation "uniforme", c'est-à-dire intégrale pour le Smicard et partielle pour le cadre ? Point du tout, répondent les "révolutionnaires". Personne n'a à payer la crise des patrons: maintien du salaire pour tous.

La solidarité. Avec la montée du chômage, des cotisants de plus en plus soumis à l'austérité et dont le nombre croit bien peu sont sommés de cotiser pour des "ayants droits" (chômeurs, pré-retraités) de plus en plus nombreux. La tension monte sur les principes même de la solidarité. Les socialistes au pouvoir reprennent, en la défigurant, une proposition de Bertrand Schwartz: payer les chômeurs à des "Travaux d'Utilité Collective". Va-t-on se battre contre la défiguration ? Va-t-on exiger un salaire normal pour ces travailleurs normaux, tout en discutant des critères de "l'Utilité Collective" ? Point du tout. On va rejeter le bébé avec le placenta: «les TUC, c'est du toc». Un vrai emploi exige un vrai patron !

Les restructurations. Autrefois on expliquait qu'un tas de travaux ne

servaient à rien qu'à enrichir des capitalistes, qu'ils étaient dangereux, polluants, immoraux. Les patrons ferment ce qui effectivement ne leur rapporte plus grand chose. Occasion d'exiger des restructurations, discutées par les travailleurs, en fonction des besoins sociaux ? Que non. On se bat pour les emplois existant, les patrons n'avaient qu'à ne pas changer d'avis.

* *

Au fond, de 1973 à 1988, l'esprit de 68 n'a pas arrêté de souffler. La critique du fordisme a inspiré des pistes pour sortir de la crise du fordisme. Mais c'est une fraction du patronat, de la gauche moderniste, qui les a suivies, en proposant naturellement les solutions les moins coûteuses pour les nantis, les moins soucieuses des besoins des plus pauvres. Dans ce gâchis, la gauche soi-disant marxiste (j'en fus) de l'héritage-68 porte une responsabilité écrasante. Le mal vient de loin. Au lieu de coller au réel, de mettre toute sa force dans la transformation de la société à partir de là où elle en est, cette gauche s'en est tenue à l'illusion prophétique d'une "nouvelle Jérusalem": <<Nous sommes aujourd'hui esclaves dans Babylone, ne faisons rien pour aider nos ennemis à embellir leur ville. Après la Révolution, on va voir ce qu'on va voir ! >>

On risque d'attendre longtemps. A moins que ne s'élève, comme un signe d'espoir, l'arc-en-ciel des forces alternatives, écologistes, féministes, pour enfin changer la vie et le travail, dans l'alliance du réalisme et de l'utopie.

Alain LIPIETZ